



Le “ nexus ” sécurité, frontière, immigration : programme et diagramme

Didier Bigo

► To cite this version:

Didier Bigo. Le “ nexus ” sécurité, frontière, immigration : programme et diagramme. Cultures & conflits, 2011, 84, pp.7-12. <10.4000/conflits.18222>. <hal-03393523>

HAL Id: hal-03393523

<https://sciencespo.hal.science/hal-03393523v1>

Submitted on 8 Feb 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0 - Attribution - Non-commercial use - No Derivative Works - International License

Éditorial

Le « *nexus* » sécurité, frontière, immigration : programme et diagramme

Didier Bigo



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/conflits/18222>

DOI : 10.4000/conflits.18222

ISSN : 1777-5345

Éditeur :

CCLS - Centre d'études sur les conflits liberté et sécurité, L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2011

Pagination : 7-12

ISBN : 978-2-296-96617-8

ISSN : 1157-996X

Référence électronique

Didier Bigo, « Le « *nexus* » sécurité, frontière, immigration : programme et diagramme », *Cultures & Conflits* [En ligne], 84 | Hiver 2011, mis en ligne le 15 mars 2013, consulté le 30 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/18222> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/conflits.18222>

Éditorial

Le « *nexus* » sécurité, frontière, immigration : programme et diagramme

Didier Bigo

Didier Bigo est Professeur de relations internationales à Sciences Po Paris et à King's College à Londres. Il est co-rédacteur en chef de Cultures & Conflits.

La cohérence de ce numéro – construit à partir de divers articles soumis indépendamment à la revue – se trouve dans l'exploration d'un *nexus* sémantique, organisationnel, technologique et de pratiques quotidiennes qui associe sécurité, contrôle des frontières à distance, détention, immigration et asile.

Il se situe dans la prolongation de recherches précédentes qu'il approfondit et met en relation. Il revient sur la biopolitique et le gouvernement des populations que nous avons discutés dans le numéro 78 (2/2010), et sur les frontières, marquages, disputes et logiques de passage des numéros 72 (4/2008) et 73 (1/2009). Il discute aussi les mécanismes de suspicion et d'exception ainsi que les pratiques de détention qui leur sont associées et que nous avons analysées dans les numéros 56 (4/2004), 57 et 58 (1 et 2/2005). Il fait le lien avec les différentes facettes de l'insécurité et la mise à l'écart des étrangers des numéros 49-50 (1-2/2003) et 51 (3/2003). Et il le fait de manière transversale en montrant ce qui connecte ces différentes thématiques à travers des « objets » particuliers.

Le terme de *nexus* est sans doute plus approprié que celui de *continuum* qui présuppose trop un amalgame, une fusion, là où il s'agit de formes, de hiérarchies enchevêtrées, de logiques de distinctions permanentes qui suggèrent néanmoins des relations de contiguïté, des mécanismes de transformations qui feraient passer insensiblement d'un sujet à l'autre.

En terme discursif, le monde des professionnels de la sécurité refuse les exagérations idéologiques du monde des professionnels de la politique et les « vieilles lunes » de l'efficacité des contrôles aux frontières terrestres et des

expulsions comme solution. Chaque profession défend ses positions et ses intérêts mais les projette dans une logique dite préventive, proactive, prédictive qui anticiperait soi-disant les mouvements des populations afin de mieux les canaliser. Loin des métaphores du mur, ce sont celles des flux et réseaux, de la fluidité qui innervent le discours des agences de renseignement, des agences policières et d'immigration et qui déstabilisent le discours des gardes frontières comme « rempart » et celui des partis politiques conservateurs identifiant le territoire à un corps (féminin) pénétré sans autorisation.

En terme organisationnel, le contrôle ne se fait plus que symboliquement aux frontières, il s'exerce avant tout en amont, par le blocage préventif des départs des individus non désirés (rôle des visas dans les consulats et des *Watch lists*), et lorsqu'ils passent malgré tout (via la mer ou la terre moins contrôlables que les aéroports), par des pratiques d'interdiction des passages qui ne disent pas leur nom, et se déclarent mesure de protection contre des actes « inconsidérés » d'individus mettant en danger leur vie même (intervention de navire de guerre, construction de barrières, et surtout usage de technologies de repérages par satellites). Il s'agit d'une forme de police à distance et à distemps que nous avons évoquée dans cette revue à plusieurs reprises.

En terme technologique le filtrage suppose de plus en plus une acceptation des mécanismes de surveillance à distance et une militarisation du rapport au passage des frontières, avec l'usage de satellites de surveillance spécialisés dans la gestion des frontières, avec la mise en réseau des « marines militaires » des pays de l'Union Européenne, avec la mise en place d'agences européennes en charge de coordonner ces activités, mais aussi de la nouvelle agence, *Large-scale IT systems agency*, dont les modalités sont en cours de négociations, qui générerait les grands systèmes informatiques (SIS2, VIS et le projet d'entrée et de sortie du territoire européen).

Renforçant l'interconnexion, le partenariat dit public-privé se met en place avec des agences de gestion des dossiers des consulats, avec des agences de rapatriement « volontaire » comme l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et via une mobilisation des entreprises privées pour de nouvelles technologies permettant en temps réel la gestion d'informations par des plateformes d'intégration allant du recueil initial des identités dans les pays de départ, avec participation aux recensements des populations, à la biométrisation de ces dernières, à la formation des administrations locales et des entreprises qui assurent les voyages. Cette gestion intervient avant même la formation des compagnies aériennes et des agents intermédiaires qui participent à la chaîne du suivi des traces permettant de retrouver les itinéraires et de programmer la possibilité de renvois, ou tout au moins de mettre en place une « dissuasion crédible » en ce domaine.

Les traces laissées lors du voyage/passage des corps, des paroles exprimées au téléphone, sont censées individualiser et sérier les individus et découvrir parmi eux les indésirables. Imposture du programme de cette gouvernementalité des frontières ou plus exactement du voyage/passage qui n'a jamais la capacité technologique et humaine de ce qu'elle prétend dire et faire. Loin de la dimension scientifique et prédictive du programme de gouvernementalité du passage qui saurait retrouver une simple paille au milieu d'une botte de foin, les pratiques du quotidien montrent l'arbitraire des décisions, les incongruités des logiques de contrôle, leur ridicule parfois, et dès lors la possibilité même de proposer une course en avant vers plus de technologies censées corriger ce que les anciens modèles n'avaient pas su prévenir.

Le Ban-optique comme dispositif et son rêve programmatique d'être un Prev-optique contrôlant le futur se déploie et laisse voir sa misère morale, sociale et politique. Son effectivité est celle du dysfonctionnement, de la caricature d'un discours de savoir.

Le *nexus* actuel vit de cette tension permanente entre la réassurance d'un savoir et de techniques permettant d'assurer une sécurité prévenant la catastrophe, le crime, l'indésirable, et son fonctionnement chaotique fusionnant à tort des catégories et distinguant à tort aussi ce qui ne devrait pas l'être ; bref fonctionnant à l'arbitraire, à l'ambiguïté et non à la réduction de l'incertitude à son point minimal par une gouvernementalité fonctionnelle du risque.

L'OIM analysée par Rutvica Andrijasevic et William Walters est emblématique de ce *nexus*. L'organisation apparaît comme un rouage clé et discret d'une certaine gouvernementalité des populations autres. Elle opère à l'échelle internationale une redistribution des rapports de force entre les États qui se prétendent forts et ceux qui seraient faibles, ou fragiles. Elle développe un discours d'acceptation de cet « état de fait » avec les retours volontaires, une promotion des technologies de contrôle et des séances de formation pour mieux rattraper le retard organisationnel en terme de gestion des pays en marge de l'univers néolibéral dit fonctionnel.

Marc Bernardot, qui a déjà livré de nombreuses analyses sur la matérialité du camp, sur son organisation et la manière dont il structure un certain rapport à la coercition, nous rappelle ici à quel point le camp est aussi une forme matérielle, qui sous-tend nos imaginaires de l'adversaire et de l'ennemi, et comment les métaphores de l'invasion, de la subversion, de la contamination fonctionnent comme système justificatif d'une gouvernementalité du passage et de la frontière qui est aussi une gouvernementalité de l'altérité menaçante, une gouvernementalité de l'inquiétude.

Joanna Probst nous indique que cette forme de gouvernementalité s'appuie sur des pratiques discursives d'insécurisation, mais aussi et surtout est innervée par les dispositifs bureaucratiques du quotidien qui en neutralisent la dimension politique et la naturalisent. Elle suit en détail les instructions de demande d'asile en France et en Allemagne et éclaire la dimension fictionnelle de ce récit qui se voudrait de pure raison et de savoir exhaustif sur l'autre au moment de la décision d'accès au statut ou de refus de ce dernier.

Cette gouvernementalité est parfois présentée comme inéluctable, comme résultat d'un processus de routinisation de l'exceptionnel, inscrit dans une temporalité de l'exception où le pouvoir s'efforce de ramener l'individu à sa vie nue, à le priver de ses vies politiques. Une certaine lecture de Foucault revue et corrigée par Agamben génère un discours quasi fonctionnaliste et pessimiste prenant le programme du dispositif pour sa vérité et ne comprenant pas le diagramme de pouvoir qui le sous-tend, et qui en est radicalement différent. On a vu cette lecture fleurir dans les années post 2001 dominées par le discours néoconservateur de Georges Bush et on a vu certains se repaître finalement du désespoir qui nous guette si on le croit inéluctable, afin de nous pousser vers l'option de la guerre civile totale et d'une exception qui se généralise dans la violence libératrice. Opposant le « pouvoir souverain » à « l'individu », cette lecture n'a plus de foucaldienne que le nom.

Une investigation sociologique des pratiques de la société américaine comme le fait Florent Blanc dans son article montre au contraire que la résistance a été permanente, que la fiction discursive d'une société soudée derrière son chef et d'un unanimisme politique n'a su convaincre que les philosophes qui voulaient s'y opposer, mais elle a volé en éclat face aux résistances des « hystériques », de ceux qui, au quotidien, ont combattu cette gouvernementalité de l'inquiétude, qui ont pris le risque d'être traités d'anormaux pour défendre leur normalité et qui ont joué de leur vocation et des normes éthiques internes à leur profession pour refuser la mise en pratique quotidienne de ces dérogations à l'état de droit par les lois d'exception, qu'il s'agisse du *Patriot Act* ou des règlements de Guantanamo. Il étudie sans complaisance aucune mais aussi avec une grande précision tous ceux qui ont agi, bibliothécaires ou avocats, à travers des répertoires d'actions limités mais efficaces, contre l'hyper sécurisation et ont moqué constamment la soi-disant performativité du message présidentiel en montrant l'inanité, les contradictions et la misère intellectuelle.

Olivier Palluault ne souscrit pas plus que Florent Blanc au discours de performativité de l'exception de la guerre à la terreur et à son imposition à des groupes de populations. Il n'y a pas pour lui de méta sécurisation comme le soutiennent un peu trop vite certains auteurs qui se penchent avant tout sur les effets de langage et étudient en priorité les discours des hommes politiques du moment et non les pratiques des bureaucraties publiques et privées dans le

temps des processus longs. En revanche il reconnaît qu'il peut y avoir congruence entre ces discours et les transformations de long terme qui se sont actualisées après le 11 Septembre, mais qui lui étaient largement antérieures. Cela pourrait alors expliquer ce sentiment d'impuissance face à une tendance touchant la société américaine depuis aussi longtemps. Plus pessimiste que Florent Blanc sur la résistance, il considère que ces dernières sont limitées car les transformations seraient « structurelles ». Évoquant les dimensions du *nexus* que nous avons signalé en terme quasi identique, mais en les désignant comme des « processus », il en distingue cinq : un processus technologique comme solution des problèmes de sécurité, un processus sociologique de gestion des risques, un processus bureaucratique de sécurité intégrée, un processus stratégique de limitation des vulnérabilités ainsi même qu'un processus dit ontologique de promotion d'une Amérique forte et vigilante depuis les années Clinton.

La question est posée de la prolongation des tendances observées. La pratique de présenter la technologie informatique-biométrique-prédictive comme une solution semble profondément enracinée dans les pratiques discursives des hommes politiques, mais la gestion aéroportuaire ou des demandeurs d'asile en montre les limites pratiques. Les déceptions ou révoltes peuvent être à hauteur des illusions actuelles des experts. La gestion du risque est certainement un élément central des sociétés contemporaines, y compris dans sa dimension préventive, mais la caricature du discours préventif/prédictif du précrime en matière sécuritaire, si on le rapporte aux savoirs médicaux ou environnementaux, peut se retourner en une crise profonde de légitimité de l'ensemble des institutions de sécurité qui usent et abusent d'une rhétorique de prédiction. Cette dernière ne peut quasiment jamais se réaliser sans créer de nombreuses victimes (les fameux faux positifs du discours du risque signalant *de facto* les suspects innocents qui ont été la cible du système).

Les logiques de distinction des guildes professionnelles de la sécurité et l'opposition des réseaux transnationaux de militaires, de policiers, de douaniers vont à l'inverse de la tendance à « l'intégration » et à la « confiance réciproque » prônée par les *managers* et les hommes politiques. Le champ transnational des guildes de l'(in)sécurité est un champ de luttes féroces et pas simplement un champ magnétique intégrant un espace de sécurité homogène, malgré la tendance à le présenter ainsi et à parler toujours plus de sécurité globale.

Le processus ontologique d'une Amérique toujours surpuissante et sursavante est certainement très puissant dans certains milieux aux États-Unis, mais ne relève-t-il pas de la méthode Coué ? N'est-il pas une réaction conservatrice, identitaire et ultra nationaliste face au doute qui ronge un pays sur son avenir comme première puissance et sa peur à l'égard de la Chine, justement ? Ce discours est combattu tant à l'externe qu'en interne. Il est par ailleurs contredit

dans les objets étudiés en détail car il ne s'actualise pas. Il est une projection fantasmagorique du vouloir être, du programme d'élimination de l'incertitude et de l'ambiguïté nourrie par une science du futur maîtrisée par un seul acteur souverain, le gouvernement américain. Programme et diagramme ne se confondent pas. Mais un programme qui perdure finit-il par convaincre qu'il se réalise ? La question mérite d'être posée quand elle s'appuie sur des études de terrain très précises qui peuvent se détacher du simple jeu de l'archéologie de l'espace discursif et s'engager dans une généalogie de l'ensemble des pratiques discursives et non discursives en analysant les conditions de production des systèmes de vérité.

La sociologie politique de l'international se nourrit de ces interrogations sur les plages de temps pertinentes pour étudier les pratiques, les systèmes d'agencements, les trajectoires de ces objets improbables, de ces « bibelots » comme les nomme Paul Veyne, qui s'appellent ici l'OIM, la procédure d'entretien de la demande d'asile, ou encore le détail des mesures du *Patriot Act* et qui font notre quotidien international. Nous espérons que ce numéro convaincra de la pertinence de ces études qui en disent bien plus long sur notre vécu que les montées en généralité trop rapides d'une science politique des relations internationales qui se complaît dans les discours généraux sur le multilatéralisme et la globalisation. L'international, sociologiquement et politiquement, se comprend comme un système de pratiques concentré dans nos relations à certains objets et institutions. Il n'est pas au-dessus de nous, il est en nous.